AIDES D'ÉTAT

Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE, concernant les aides fiscales sous la forme d'un crédit d'impôt de 45 % dans la province de Guipúzcoa (Espagne) (C 53/99 ex NN 33/99) ainsi que les aides fiscales sous la forme d'un crédit d'impôt de 45 % dans la province de Vizcaya (C 54/99 ex NN 60/99)

(1999/C 351/05)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Par la lettre, en date du 17 août 1999, reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié aux autorités espagnoles sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Direction «Aides d'État»
Rue de la Loi 200
B-1049 Bruxelles
[Télécopieur (32-2) 296 98 15].

Ces observations seront communiquées aux autorités espagnoles. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

RÉSUMÉ DE LA DÉCISION DE LA COMMISSION

1. RÉSUMÉ DE L'AIDE C 53/99 (ex NN 33/99)

État membre:	Espagne
Région:	Province Guipúzcoa
Numéro de l'aide:	C 53/99 (ex NN 33/99)
Titre:	Aides fiscales sous la forme d'un crédit fiscal de 45 %
Objectif:	Développement régional
Bénéficiaires:	Les entreprises qui investissent plus de 2,5 milliards de pesetas espagnoles (15 025 303 euros)
Base juridique:	Norma Foral 7/1997 de 22 de diciembre de 1997 (disposición adicional décima)
Budget:	Inconnu
Intensité ou montant de l'aide:	45 % du montant des investissements
Forme de l'aide:	Crédit fiscal
Durée:	Illimitée à partir du 1er janvier 1997

2. RÉSUMÉ DE L'AIDE C 54/99 (ex NN 60/99)

État membre:	Espagne
Région:	Province de Vizcaya
Numéro de l'aide:	C 54/99 (ex NN 60/99)

Titre:	Aides fiscales sous la forme d'un crédit fiscal de 45 %
Objectif:	Développement régional
Bénéficiaires:	Les entreprises qui investissent plus de 2,5 milliards de pesetas espagnoles (15 025 303 euros)
Base juridique:	Norma Foral 7/1996 de 26 de diciembre de 1996 (disposición adicional cuarta) y Norma Foral 4/1998 de 2 de abril de 1998 (disposición segunda)
Budget:	Inconnu
Intensité ou montant de l'aide:	45 % du montant des investissements
Forme de l'aide:	Crédit fiscal
Durée:	L'année 1997 et puis illimitée à partir du 1er janvier 1998

3. APPRÉCIATION DE L'AIDE

3.1 **Le caractère d'aide d'État aux termes de l'article 87, paragraphe 1, du traité CE**

Le crédit d'impôt en cause satisfait cumulativement les quatre critères établis par l'article 87 du traité CE. En particulier, le crédit d'impôt susvisé est spécifique car il favorise certaines entreprises. En effet, les seules entreprises qui réalisent des investissements dépassant le seuil de 2,5 milliards de pesetas espagnoles (15 025 303 euros) peuvent bénéficier du crédit d'impôt en cause. Toutes les autres entreprises, même lorsqu'elles investissent mais sans dépasser le seuil cité de 2,5 milliards de pesetas espagnoles, sont exclues du bénéfice des aides.

3.2 **Le manquement à l'obligation de notification de l'article 88, paragraphe 3, du traité CE**

Comme il s'agit des mesures qui ne tombent pas sous la règle *de minimis*, elles tombent sous l'obligation de notification préalable établie à l'article 88, paragraphe 3 du traité CE. Or, les autorités espagnoles n'ont pas respecté cette obligation. Ces aides peuvent donc être considérées comme illégales.

3.3 **L'évaluation de la compatibilité du crédit d'impôt de 45 %**

3.3.1 *Les répercussions sectorielles*

Le crédit d'impôt en cause, qui n'est pas limité sectoriellement, peut être accordé à des entreprises soumises à des règles communautaires sectorielles telles que celles applicables aux activités de production, de transformation et de commercialisation des produits agricoles de l'annexe I du traité, à la pêche, à l'industrie charbonnière, à la sidérurgie, au transport, à la construction navale, aux fibres synthétiques et à l'industrie automobile. En conséquence, lorsque l'entreprise bénéficiaire appartient à ces secteurs, le crédit d'impôt cité est susceptible de ne pas être conforme aux règles sectorielles susvisées. Dans ces conditions, il y a des doutes quant à sa compatibilité avec le marché commun.

3.3.2 *Les entreprises en difficulté*

Compte tenu que l'octroi des aides fiscales en cause ne tient pas compte de la situation économique et financière des entreprises bénéficiaires, il ne saurait être exclu que le bénéficiaire soit une entreprise en difficulté aux termes des lignes directrices concernant les aides aux entreprises en difficulté (JO C 368 du 23.12.1994). Or, l'octroi des aides fiscales en cause n'est pas soumis aux conditions établies notamment au point 3.2.3 desdites lignes directrices. À défaut de respecter ces conditions, ces aides soulèvent des doutes quant à leur compatibilité avec le marché commun lorsqu'elles sont destinées aux entreprises en difficultés.

3.3.3 *Les règles régionales*

En ce qui concerne l'application de la dérogation de l'article 87, paragraphe 3, point c) aux aides à l'investissement dans les provinces de Guipúzcoa et de Vizcaya, la Commission rappelle que, par sa décision du 26 juillet 1995 relative à la modification de la carte des aides régionales en Espagne, elle a considéré que l'ensemble des deux provinces étaient des régions où les aides à l'investissement en faveur du développement régional pouvaient être considérées comme compatibles avec le marché commun aux termes de la dérogation de l'article 87, paragraphe 3, point c), du traité CE pour autant qu'elles ne dépassent pas le plafond de 25 % en équivalent-subvention net dans le cas des grandes entreprises. Or, le crédit d'impôt est plafonné à 45 %. C'est pourquoi il est susceptible de ne pas respecter les plafonds susvisés.

En outre, il est utile de constater que les coûts éligibles ne sont pas conformes à ceux de l'assiette-type des aides régionales à l'investissement dans la mesure où, d'une part, les investissements de remplacement ne sont pas exclus et, d'autre part, il existe une incertitude à l'égard des dépenses d'investissement (aussi bien les investissements du programme d'investissement lui-même que ceux de la phase de préparation) éligibles au bénéfice du crédit d'impôt du fait qu'une définition précise fait défaut. À cet égard, il peut être mis en relief que, dans la mesure où certaines des dépenses d'investissements éligibles au bénéfice du crédit d'impôt en cause ne rentreraient pas dans

l'assiette-type, les aides y afférentes n'auraient pas le caractère d'aides à l'investissement. Dans ces conditions, il ne saurait être exclu que ces aides soient destinées à réduire les dépenses courantes des entreprises bénéficiaires. Elles auraient ainsi le caractère d'aides au fonctionnement. Or, ces aides au fonctionnement ne sont soumises ni aux conditions établies au point 6 de la communication de la Commission ([1]) ni aux points 4.15 à 4.17 desdites lignes directrices régionales. Enfin, les aides fiscales en cause ne sont par soumises non plus à d'autres conditions établies dans les lignes directrices régionales.

Dès lors, il résulte que la compatibilité des aides fiscales en cause suscite, à la lumière des règles en matière d'aides d'État à finalité régionale, des doutes.

3.3.4 *Les grands projets*

Il ne saurait être en outre exclu que l'investissement objet de l'aide soit visé par l'encadrement multisectoriel des aides régionales en faveur des grands projets (98/C 107/05). Or, les aides fiscales en cause ne sont subordonnées ni à la notification dans le cas desdits grands projets, ni à l'éventuelle réduction de l'intensité d'aide qui découlerait de l'appréciation de la Commission. Dans ces conditions, il y a des doutes quant à la compatibilité des aides fiscales en cause dans le cas des grands projets.

3.3.5 *Conclusion*

En résumé, il y a des doutes quant à la compatibilité des aides fiscales en cause avec le marché commun aux termes de la dérogation de l'article 87, paragraphe 3, point c) concernant l'aide régionale. Il en va de même en ce qui concerne les autres dérogations de l'article 87, paragraphe 2 et 87, paragraphe 3. En effet, ces aides ne peuvent être considérées comme des aides à caractère social au sens de l'article 87, paragraphe 2, point a), elles ne sont pas destinées à remédier aux dommages causés par des calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires au sens de l'article 87, paragraphe 2, point b), et ne tombent pas sous le coup des dispositions de l'article 87, paragraphe 2, point c) concernant l'aide sectorielle. En outre, elles n'ont pas pour objet de promouvoir la réalisation d'un projet important d'intérêt européen commun ou de remédier à une perturbation grave de l'économie d'un État membre au sens de l'article 87, paragraphe 3, point b). Enfin, elles ne sont pas destinées à promouvoir la culture ou la conservation du patrimoine au sens de l'article 87, paragraphe 3, point d).

Eu égard à ce qui procède, il convient d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE à l'encontre des aides fiscales sous la forme du crédit d'impôt de 45 % dans la province de Guipúzcoa et à l'encontre des aides fiscales sous la forme du crédit d'impôt de 45 % dans la province de Vizcaya.

Aux termes de l'article 14 du règlement (CE) nº 659/1999, toute aide illégale peut faire l'objet d'une récupération auprès de son bénéficiaire.

([1]) Communication de la Commission sur la méthode pour l'application de l'article 92, paragraphe 3, points a) et c) aux aides régionales publiée dans le JO C 212 du 12.8.1988.

«Por la presente, la Comisión pone en conocimiento de las autoridades españolas que, después de haber examinado la información que obra en su poder, ha decidido incoar el procedimiento previsto en el apartado 2 del artículo 88 del Tratado CE respecto a las ayudas fiscales en forma de un crédito fiscal del 45 % en la provincia de Guipúzcoa y a las ayudas fiscales en forma de un crédito fiscal del 45 % en la provincia de Vizcaya.

PROCEDIMIENTO

Gracias a las informaciones transmitidas por las autoridades españolas en el marco del procedimiento iniciado en relación con las ayudas destinadas a financiar las inversiones de la empresa Daewoo Electronics Manufacturing España SA (asunto C 76/97, ex NN 115/97), la Comisión tuvo conocimiento de la existencia, al menos desde 1995, de unas ayudas fiscales a la inversión en la provincia de Álava en forma de un crédito fiscal del 45 %. Además tuvo conocimiento, a través de informaciones extraoficiales, de que podían existir medidas similares en la provincia de Guipúzcoa y, posiblemente, también en la provincia de Vizcaya, ya que estas dos provincias disfrutan de la misma autonomía fiscal que la provincia de Álava. Por esta razón, los servicios de la Comisión, con fecha de 15 de marzo de 1999, enviaron a la Representación Permanente de España una carta recabando información a este respecto. Mediante cartas de su Representación Permanente de 13 de abril de 1999 y 17 de mayo de 1999, las autoridades españolas solicitaron por dos veces una prórroga del plazo para responder. Por carta de 25 de mayo de 1999, los servicios de la Comisión denegaron la segunda prórroga con arreglo al Reglamento (CE) nº 659/1999. Por último, mediante carta de su Representación Permanente de 2 de junio de 1999, las autoridades españolas remitieron información relativa a las ayudas fiscales consideradas.

Según las informaciones relativas a la provincia de Guipúzcoa, las ayudas fiscales en cuestión se adoptaron con arreglo a la disposición adicional décima de la Norma Foral nº 7/1997 ([2]), de 22 de diciembre de 1997. En virtud de dicha disposición, las ayudas van destinadas a determinadas inversiones realizadas a partir del 1 de enero de 1997. En cuanto a la información relativa a la provincia de Vizcaya, las ayudas fiscales consideradas se adoptaron con arreglo a la disposición adicional cuarta de la Norma Foral nº 7/1996 ([3]), de 26 de diciembre de 1996. En virtud de dicha disposición, las ayudas se destinan a determinadas inversiones realizadas a lo largo de 1997. Acto seguido, la disposición fue prorrogada de forma indefinida mediante la disposición segunda de la Norma Foral nº 4/1998 ([4]), de 2 de abril de 1998.

1. **Ayudas fiscales aplicables a partir del 1 de enero de 1997**

El texto de las mencionadas disposiciones de Guipúzcoa y Vizcaya es idéntico, salvo por lo que se refiere a la prórroga relativa a Vizcaya, donde el límite de cinco años del párrafo

([2]) Norma Foral 7/1997 de 22 de diciembre de 1997 (disposición adicional décima).

([3]) Norma Foral 7/1996 de 26 de diciembre de 1996 (disposición adicional cuarta).

([4]) Norma Foral 4/1998 de 2 de abril de 1998 (disposición segunda).

segundo se suprimió a partir del 1.1.1998. En sustancia, el texto es el siguiente:

"Las inversiones en activos fijos materiales nuevos, efectuadas desde el 1 de enero de 1997, que excedan de 2 500 millones de pesetas según Acuerdo de la Diputación Foral [5], gozarán de un crédito de impuesto del 45 por 100 del importe de la inversión que determine la Diputación Foral de Gipuzkoa aplicable a la cuota a pagar del impuesto personal.

La deducción no aplicada por insuficiencia de cuota podrá aplicarse en los períodos impositivos que concluyan en los cinco años inmediatos y sucesivos a aquél para el que se haya dictado el Acuerdo de concesión de la misma.

El cómputo del plazo para la aplicación de esta deducción podrá diferirse hasta el primer ejercicio en que, dentro del período de prescripción, se produzcan resultados positivos.

El acuerdo a que se refiere el primer párrafo de este artículo fijará los plazos y limitaciones que en cada caso resulten de aplicación.

Los beneficios reconocidos al amparo del presente artículo serán incompatibles con cualesquiera otros beneficios tributarios existentes en razón de las mismas inversiones.

Igualmente la Diputación Foral determinará la duración del proceso de inversión que podrá incluir inversiones realizadas en la fase de preparación del proyecto origen de la inversión objeto del beneficio fiscal."

DESCRIPCIÓN ANALÍTICA DE LAS AYUDAS FISCALES EN CUESTIÓN

La Comisión constata que el objeto de las ayudas es la inversión en nuevos activos fijos materiales siempre y cuando superen los 2 500 millones de pesetas españolas y se hayan efectuado a partir del 1 de enero de 1997.

Aunque el crédito fiscal en cuestión sea incompatible con cualquier otra ventaja fiscal existente que tenga su origen en las mismas inversiones, la Comisión observa que es acumulable con otras ayudas, como las que adoptan la forma de subvenciones.

EVALUACIÓN DE LAS AYUDAS FISCALES EN CUESTIÓN

2. **Carácter de ayuda estatal con arreglo al apartado 1 del artículo 87 del Tratado CE**

La Comisión recuerda que, para la aplicación de las normas comunitarias en materia de ayudas estatales, el carácter fiscal de las medidas de que se trate es irrelevante puesto que el artículo 87 se aplica a las medidas de ayuda "bajo cualquier forma". No obstante, la Comisión pone de relieve que, para calificarlas de ayuda, las medidas en cuestión deben cumplir acumulativamente los cuatro criterios definidos en el artículo 87, que se analizan a continuación.

En primer lugar, la Comisión observa que el crédito fiscal anteriormente citado proporciona a sus beneficiarios una ventaja que asciende al 45 % del importe de las inversiones que reduce las cargas que normalmente gravan su presupuesto, por medio de una reducción parcial del importe del impuesto devengado.

En segundo lugar, la Comisión considera que el susodicho crédito fiscal implica una pérdida de ingresos fiscales y en consecuencia puede equipararse al consumo de recursos del poder público en forma de gastos fiscales.

La Comisión considera, en tercer lugar, que dicho crédito fiscal afecta a la competencia y a los intercambios entre Estados miembros. En efecto, habida cuenta que los beneficiarios ejercen actividades económicas que pueden ser objeto de intercambios entre los Estados miembros, la ayuda refuerza la posición de las empresas beneficiarias frente a la de otras empresas competidoras en los intercambios intracomunitarios, que de esta manera resultan afectados. Además las empresas beneficiarias mejoran su rentabilidad gracias al aumento de su resultado neto (beneficios después de impuestos). Las empresas beneficiarias están así en condiciones de competir con las empresas que no se benefician del crédito fiscal, bien porque no invirtieron, bien porque sus inversiones no alcanzaron el límite mínimo de 2 500 millones de pesetas españolas.

Por último, la Comisión opina que el citado crédito fiscal es específico o selectivo en el sentido de que favorece a determinadas empresas. En efecto, sólo las empresas que realizan inversiones superiores a los 2 500 millones de pesetas españolas (15 025 303 euros) pueden beneficiarse del crédito fiscal en cuestión. Todas las demás empresas, incluso las que invierten, pero sin superar el límite citado de 2 500 millones, no pueden beneficiarse de las ayudas.

La Comisión considera que este carácter de ventaja selectiva nace asimismo de un poder discrecional de la administración fiscal. En este caso concreto, la Comisión constata que las Diputaciones Forales de Guipúzcoa y de Vizcaya disponen de un poder discrecional para determinar qué inversiones, de un importe superior a 2 500 millones de pesetas españolas pueden beneficiarse del crédito fiscal, para decidir a qué parte de las inversiones puede aplicarse la reducción del 45 % y para fijar los plazos y los límites máximos aplicables a cada caso.

En conclusión, la Comisión considera que el citado crédito fiscal es una ayuda estatal a tenor de lo dispuesto en el apartado 1 del artículo 87 del Tratado CE y en el apartado 1 del artículo 61 del Acuerdo EEE ya que se trata de una ayuda otorgada por el Estado por medio de fondos estatales, que favorece a algunas empresas, falsea la competencia y afecta a los intercambios comerciales entre los Estados miembros.

3. **Incumplimiento de la obligación de notificación impuesta por el apartado 3 del artículo 88 del Tratado CE**

Dado que las autoridades españolas no se han comprometido a conceder las ayudas respetando las condiciones [6] relativas a las ayudas *de minimis*, la Comisión estima que no se puede considerar que estas ayudas estén cubiertas por la norma *de minimis*.

[5] Gobierno provincial.

[6] Véase la Comunicación de la Comisión relativa a las ayudas *de minimis* publicada (DO C 68 de 6.3.1996).

Tratándose de ayudas estatales que no están cubiertas por la citada norma *de minimis*, la Comisión alega que es obligatoria su notificación previa, tal y como se establece en el apartado 3 del artículo 88 del Tratado CE y en el apartado 3 del artículo 62 del Acuerdo EEE. A pesar de ello, las autoridades españolas no han respetado esta obligación. Por ello, la Comisión considera que estas ayudas pueden considerarse ilegales. La Comisión lamenta a este respecto que las autoridades españolas hayan incumplido su obligación de notificación previa de las ayudas en cuestión.

4. **Evaluación de la compatibilidad del crédito fiscal del 45 %**

La Comisión constata que el citado crédito fiscal es una ayuda supeditada a la realización de una inversión ([7]). Además la Comisión recuerda que, en el anexo I de las Directrices sobre ayudas de Estado de finalidad regional (98/C 74/06), precisó que las ayudas fiscales pueden considerarse como ayudas a la inversión cuando ésta constituye su base. Además cualquier ayuda fiscal puede entrar en esta categoría si su importe alcanza un límite expresado en procentaje de la inversión. En el caso que nos ocupa, el crédito fiscal cumple esta condiciones ya que, por una parte, tiene como base imponible, bien los nuevos activos fijos, bien la inversión, y, por otra, su cuantía asciende al 45 % de la inversión. Por ello, la Comisión considera que dicho crédito fiscal reviste el carácter de una ayuda a la inversión. Conviene pues, examinar las distintas normas comunitarias en materia de ayudas a la inversión. A falta, no obstante, de una definición precisa de los términos "inversión" e "inversiones en la fase de preparación" incluidos en la disposición que establece las ayudas fiscales en cuestión aplicables a partir del 1 de enero de 1997, la Comisión no puede excluir, en esta fase, que una parte de los gastos de inversión que reúnen los requisitos para beneficiarse del crédito fiscal en cuestión entren en la definición comunitaria de inversion inicial ([8]). En esos casos, las ayudas no podrían considerarse como ayudas a la inversión sino como ayudas con otras finalidades: asesoría, funcionamiento, etc.

Repercusiones sectoriales

El crédito fiscal en cuestión, que no está sujeto a limitaciones sectoriales, pueden concederse a empresas sometidas a normas comunitarias sectoriales, como las aplicables a las actividades de producción, transformación y comercialización de los productos agrarios del anexo I del Tratado, a la pesca, a la industria del carbón, ala siderurgia, al transporte, a la construcción naval, a las fibras sintéticas y a la industria automovilística. En consecuencia, la Comisión considera que las ayudas fiscales en forma de un crédito del 45 % pueden incumplir dichas normas sectoriales. En estas condiciones, la Comisión expresa sus dudas respecto a la compatibilidad de dichas ayudas cuando el beneficiario opera en un sector sujeto a las normas especiales comunitarias.

Empresas en crisis

Dado que la concesión de las ayudas fiscales en cuestión no tiene en cuenta la situación económica y financiera de las empresas beneficiarias, la Comisión considera que no se puede excluir que el beneficiario sea una empresa en crisis con arreglo a las Directrices comunitarias sobre ayudas de Estado de salvamento y de reestructuración de empresas en crisis (DO C 368 de 23.12.1994). Ahora bien, la concesión de dichas ayudas fiscales no se somete a las condiciones establecidas, en particular, en el punto 3.2.3 de las citadas Directrices. Al no respetar dichas condiciones, estas ayudas plantean dudas en cuanto a su compatibilidad con el mercado común cuando se destinan a empresas en crisis.

Normas regionales

En lo que se refiere a la aplicación de la excepción prevista en la letra c) del apartado 3 del artículo 87 del Tratado CE a las ayudas a la inversión en las provincias de Guipúzcoa y Vizcaya, la Comisión recuerda que, por medio de su Decisión de 26 de julio de 1995, relativa a la modificación del mapa español de ayudas regionales, consideró que ambas provincias eran regiones en las que las ayudas a la inversión en favor del desarrollo regional podían considerarse compatibles con el mercado común con arreglo a la excepción de la letra c) del apartado 3 del artículo 87 del Tratado CE, siempre que no superasen el límite máximo del 25 % del equivalente en subvención neta (ESN) en el caso de las grandes empresas.

Además, la Comisión también recuerda que, en el caso de las pequeñas y medianas empresas (PYME) ([9]), la intensidad de la ayuda a la inversión puede, según las Directrices comunitarias sobre ayudas de Estado a las pequeñas y medianas empresas ([10]), sobrepasar en un 10 % el límite máximo regional de aplicación para las grandes empresas, a condición de que el total no supere un 30 % de ESN.

Asimismo, la Comisión pone de relieve que estos límites máximos se aplican solamente a determinados costes seleccionables contenidos en la base imponible tipo indicada en la letra c) del punto 5 del anexo de la Resolución del Consejo ([11]) de 20 de octubre de 1971, en el punto 18 del anexo de la Comunicación ([12]) de 1979 o en el punto 4.4 de las Directrices sobre las ayudas estatales con finalidad regional (98/C 74/06), siempre que satisfagan la definición comunitaria de inversión inicial anteriormente citada, que excluye, en especial, las inversiones de sustitución. Por último, la Comisión destaca que, en cuanto a las ayudas posteriores a la entrada en vigor de las citadas Directrices regionales, éstas son de aplicación. Por lo tanto, las ayudas a la inversión que no superan estos límites máximos también están sujetas a ciertas condiciones establecidas en dichas Directrices regionales como una contribución mínima del beneficiario del 25 % de la inversión (punto 4.2), la presentación de la solicitud de la ayuda antes del inicio de la ejecución de los proyectos de inversión (punto 4.2), el mantenimiento de la inversión durante un período mínimo de cinco años (punto 4.10), la subordinación de las ayudas en favor de las inversiones inmateriales a las condiciones del punto 4.6, el respeto de los límites máximos de ayuda respectivos en caso de acumulación (puntos 4.18 a 4.21).

([7]) Véase el anexo de la Comunicación de la Comisión de 1979 (DO C 31 de 3.2.1979).

([8]) Véase el punto 18 del anexo de la Comunicación de la Comisión de 1979 (DO C 31 de 3.2.1979) o el punto 4.4 de las Directrices sobre ayudas estatales de finalidad regional (98/C 74/06).

([9]) Según lo dispuesto en la Recomendación de la Comisión de 3 de abril de 1996 relativa a la definición de las pequeñas y medianas empresas (96/C 213/04).

([10]) Directrices comunitarias sobre ayudas de Estado a las pequeñas y medianas empresas (DO C 213 de 23.7.1996).

([11]) DO C 111 de 4.11.1971.

([12]) DO C 31 de 3.2.1979.

Ahora bien, la Comisión observa en primer lugar que las ayudas fiscales otorgadas en forma de un crédito fiscal del 45 % no tienen un límite máximo del 25 % del ESN en el caso de las grandes empresas ni del 30 % del ESN en el caso de las PYME. Además, la Comisión constata que los costes seleccionables no se ajustan a los de la base imponible tipo anteriormente mencionada en la medida en que, por una parte, no se excluyen las inversiones de sustitución y, por otra, existe una incertidumbre respecto a los gastos de inversión (tanto los del propio programa de inversión como los de la fase de preparación), que pueden optar al crédito fiscal. En efecto, falta una definición precisa. A este respecto, la Comisión pone de relieve que, en la medida en que determinados gastos de inversión seleccionables no entran en la base imponible tipo, las ayudas correspondientes no tendrían el carácter de ayudas a la inversión en el sentido de las Directrices antes citadas. En estas condiciones, la Comisión considera que no puede excluirse que estas ayudas estén destinadas a financiar otras actividades como el asesoramiento o a reducir los gastos corrientes de las empresas beneficiarias, revistiendo así el carácter de ayudas de funcionamiento. Ahora bien, estas ayudas de funcionamiento no están sujetas ni a las condiciones establecidas en el punto 6 de la Comunicación de la Comisión ([13]), ni en los puntos 4.15 a 4.17 de las Directrices regionales. Por último, la Comisión observa que las ayudas fiscales en cuestión tampoco tienen que cumplir las otras condiciones enumeradas en el punto precedente que fueron establecidas por las Directrices regionales. En cuanto a otras posibles ayudas, como las destinadas a recibir asesoramiento, la Comisión no puede pronunciarse por carecer de informaciones más precisas.

Por lo tanto, la Comisión opina que la compatibilidad de las ayudas fiscales en cuestión suscita dudas, a tenor de las normas sobre ayudas estatales con finalidad regional.

Ayudas regionales en favor de grandes proyectos

Por lo que se refiere al período posterior al 1 de septiembre de 1998, la Comisión considera además que no puede excluirse que la inversión a la que se destinó la ayuda esté cubierta por las Directrices comunitarias multisectoriales sobre ayudas regionales a grandes proyectos de inversión (98/C 107/05). En efecto, todos los proyectos de inversión cuyo importe es superior a 50 millones de euros (15 millones de euros en el caso de los sectores de la industria textil o de confección), cuya intensidad sobrepasa un 50 % el límite máximo regional, y la ayuda por puesto de trabajo sobrepasa 40 000 euros/puesto de trabajo (30 000 euros/puesto de trabajo en el caso de los sectores de la industria textil o de confección) o los proyectos de inversión en los que la ayuda total supera 50 millones de euros, deben ser objeto de una notificación individual en virtud de lo establecido en el apartado 3 del artículo 88 del Tratado CE, para que la Comisión pueda determinar cuál es la intensidad máxima de la ayuda compatible con el mercado común. Ahora bien, las ayudas fiscales en cuestión no se supeditan ni a la notificación en el caso de los grandes proyectos, ni a una posible reducción de la intensidad de la ayuda como consecuencia de una valoración de la Comisión. En estas condiciones, la Comisión pone de relieve sus dudas en cuanto a la compatibilidad de las ayudas fiscales en cuestión en el caso de los grandes proyectos.

Resumen

En resumen, la Comisión expresa sus dudas en cuanto a la compatibilidad de las ayudas fiscales en cuestión con el mercado común según lo dispuesto en la excepción de la letra c) del apartado 3 del artículo 87 del Tratado CE relativa "a las ayudas destinadas a facilitar el desarrollo (. . .) de determinadas regiones económicas . . .". Otro tanto sucede por lo que se refiere a las demás exenciones previstas en los apartados 2 y 3 del artículo 87 del Tratado CE. En efecto, estas ayudas no pueden considerarse ayudas de carácter social, contempladas en la letra a) del apartado 2 del artículo 87, no están destinadas a remediar los daños causados por desastres naturales o por otros acontecimientos de carácter excepcional tal como prevé la letra b) del apartado 2 del artículo 87, y no entran en el campo de aplicación de las disposiciones de la letra c) del apartado 2 del artículo 87 sobre "las ayudas destinadas a facilitar el desarrollo de determinadas actividades . . .". Además, no tienen por objeto fomentar la realización de un proyecto importante de interés europeo común o poner remedio a una grave perturbación en la economía de un Estado miembro tal como se contempla en la letra b) del apartado 3 del artículo 87. Por último, no están destinadas a promover la cultura y la conservación del patrimonio según lo dispuesto en la letra d) del apartado 3 del artículo 87.

Conclusión

Habida cuenta de las cosnideraciones que preceden, la Comisión invita a las autoridades españolas, con arreglo al procedimiento del apartado 2 del artículo 88 del Tratado CE, a que, en el plazo de dos meses desde la fecha de recepción de la presente carta, le presenten sus observaciones y le proporcionen cualquier información útil para la evaluación de las ayudas fiscales en forma de un crédito fiscal del 45 % en la provincia de Guipúzcoa, instauradas mediante la disposición adicional décima de la Normal Foral nº 7/1997, de 22 de diciembre de 1997, y en forma de un crédito fiscal del 45 % en la provincia de Vizcaya, instauradas mediante la disposición adicional cuarta de la Norma Foral nº 7/1996, de 26 de diciembre de 1996, prorrogadas por la disposición segunda de la Norma Foral nº 4 de 1998, de 2 de abril de 1998. Concretamente, dicha información útil solicitada incluirá las copias de todos los acuerdos de concesión de los créditos fiscales en cuestión, en los que conste al menos la naturaleza de los costes de inversión que podían beneficiarse de las ayudas, el importe del crédito fiscal de cada beneficiario, las ayudas pagadas a cada beneficiario y el saldo de las que quedan por pagar, el posible carácter de empresa en crisis de los beneficiarios que motivaría la aplicación de las citadas Directrices comunitarias sobre ayudas estatales de salvamento y de reestructuración de las empresas en crisis, los detalles en caso de duplicación (importe, costes seleccionables, regímenes de ayudas aplicados en su caso, etc.), y la definición precisa y detallada de los conceptos "inversión" e "inversiones en la fase de preparación". Por último, la Comisión invita a las autoridades españolas a transmitir inmediatamente una copia de esta carta a los posibles beneficiarios de la ayuda.

Conviene precisar que la presente decisión sólo se refiere a las medidas fiscales que en ella se examinan explícitamente. No se pronuncia sobre las demás medidas incluidas en el régimen fiscal específico de la provincia de Guipúzcoa o de la provincia de Vizcaya. La Comisión se reserva la posibilidad de examinar, bien como régimen general, bien a través de su aplicación a una empresa concreta, aquellas medidas que puedan constituir ayudas.»

([13]) Comunicación de la Comisión sobre el método de aplicación de las letras a) y c) del apartado 3 del artículo 87 del Tratado CE a las ayudas regioanles (DO C 212 de 12.8.1988).